

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

Mise en œuvre et la gestion de prêts immobiliers bonifiés et de prêts travaux bonifiés

Marché n° 2501F0235

Vos interlocuteurs Météo-France :
Direction des achats publics
73, avenue de Paris
94 165 Saint-Mandé Cedex

Table des matières

Cahier des clauses particulières.....	4
1. Objet du marché public.....	4
2. Documents contractuels.....	4
3. Décomposition du marché public.....	4
4. Procédure du marché public et forme de passation.....	4
5. Durée du marché public.....	5
6. Démarrage des prestations et délais de réalisation.....	5
7. Montant du marché public.....	5
8. Notification des informations et des décisions.....	5
9. Définition du besoin.....	5
9.1. Taux bonifié 1 :	6
9.2. Taux bonifié 2 :	6
10. Variantes.....	6
11. Modalités d'exécution des prestations.....	6
11.1. Modalités de commande.....	6
11.2. En cas de groupement d'opérateurs économiques.....	6
12. Obligations du titulaire.....	7
12.1. Assurances.....	7
12.2. Insertion sociale.....	7
12.3. Secret professionnel.....	7
12.4. Transfert des données.....	7
12.5. Information et conseil.....	7
13. Personnes désignées pour l'exécution des prestations.....	7
14. Propriété intellectuelle.....	8
14.1. Régimes des connaissances antérieures et connaissances antérieures standards.....	8
15. Protection des données personnelles.....	8
15.1. Champ d'application.....	9
15.2. Durée de conservation et sort des données.....	9
15.3. Obligations du titulaire.....	9
15.4. Mesures de sécurité.....	9
15.5. Sous-traitance.....	10
15.6. Droit d'information des personnes concernées.....	10
15.7. Notification des violations de données à caractère personnel.....	10
15.8. Assistance.....	10
15.9. Registre des catégories d'activités de traitement.....	10
15.10. Documentation.....	10
16. Établissement des prix.....	11
16.1. Définition.....	11
16.2. Révision des prix.....	11
16.3. Modalités applicables en cas de titulaire étranger.....	11
17. Paiements.....	11
17.1. Avance.....	11
17.2. Modalités de paiement.....	11
17.3. Intérêts moratoires.....	11
17.4. Établissement des factures.....	12
18. Cession ou nantissement des créances.....	12
19. Pièces et attestations à fournir.....	12
19.1. Dispositif de vigilance (article D. 8222-5 du Code du travail).....	12
19.2. Dispositif d'alerte (article L. 8222-6 du Code du travail).....	13
19.3. Liste nominative du personnel étranger.....	13
19.4. Obligations en matière de détachement des travailleurs.....	13
20. Pénalités.....	14
20.1. Pénalités pour retard.....	14

20.2. Pénalités pour indisponibilité.....	14
20.3. Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité ou de protection des données à caractère personnel.....	14
20.4. Pénalités pour méconnaissance par le titulaire de ses obligations en matière d'insertion sociale.....	14
20.5. Pénalités pour méconnaissance par le titulaire de ses obligations en matière environnementale.....	14
20.6. Pénalité pour absence de production des éléments attestant la traçabilité des déchets.....	14
21. Résiliation.....	15
22. Litiges et attribution de juridiction.....	15
23. Dérogations.....	15
24. Annexe.....	17

Cahier des clauses particulières

1. Objet du marché public

Mise en œuvre et la gestion par un établissement bancaire et financier de prestations d'aide au logement sous forme de prêts immobiliers bonifiés et/ou prêts travaux bonifiés au profit du personnel de Météo France en Métropole et en outre-mer

2. Documents contractuels

Le présent marché public est constitué par les documents contractuels suivants, énumérés par ordre de priorité décroissante :

1. l'acte d'engagement et son annexe financière dûment signé, dont l'exemplaire original détenu par Météo-France fait seul foi ;

2. le présent cahier des clauses particulières (CCP) et son annexe dont l'exemplaire original détenu par Météo-France fait seul foi ;

3. le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG/FCS) approuvé par arrêté du 30 mars 2021. Il peut être consulté depuis le site internet <https://www.economie.gouv.fr/daj/cahiers-clauses-administratives-generales-et-techniques> ;

4. le mémoire technique du titulaire, qui s'applique en tout ce qui ne serait pas contraire aux stipulations définies dans les documents ci-dessus, lesquelles prévalent en cas de contestation ;

5. les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

Toute clause figurant aux conditions générales du titulaire, sur ses tarifs ou au dos de ses factures qui serait contraire aux documents indiqués ci-dessus est réputée non écrite.

3. Décomposition du marché public

Le marché public n'est pas alloti.

Le candidat doit présenter une offre pour l'ensemble de la prestation demandée et ne peut, par conséquent, répondre partiellement.

4. Procédure du marché public et forme de passation

Le marché public est établi en application du Code de la commande publique.

La procédure de passation utilisée est un appel d'offres ouvert en application des articles R. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

Le présent marché est passé sous la forme d'un accord-cadre mono attributaire à bons de commande sans minimum ni maximum en application des articles R2162-1 à R2162-6 et R2162-13 à R2162-14 du Code de la Commande Publique.

Les bons de commandes peuvent être passés durant la période de validité de l'accord-cadre.

5. Durée du marché public

le marché est passé pour une durée de 48 mois à compter du 1^{er} décembre 2025 ou de sa date de notification si celle-ci est postérieure.

6. Démarrage des prestations et délais de réalisation

Les prestations commencent à s'exécuter à compter du 1^{er} décembre 2025 ou de la date de notification du marché public si celle-ci est postérieure.

Par dérogation aux stipulations de l'article 13.2.4 du CCAG applicable, les commandes peuvent être passées durant la période de validité de l'accord-cadre et s'exécuter au-delà de la date de fin de validité de l'accord-cadre, sans que leur durée d'exécution dépasse de plus de six mois cette date de fin de validité.

Des représentants de Météo-France et du titulaire se réunissent peu de temps après la notification, sans surcoût, pour préciser certaines modalités de mise en œuvre.

7. Montant du marché public

L'analyse de la consommation des prestations en début d'exercice 2025 a permis d'évaluer le nombre moyen de dossiers ayant abouti à environ 30 par an, au coût de l'emprunt moyen supporté par l'employeur de 5 000 € pour les prêts immobiliers bonifiés, soit 150 000 € par an.

Le coût moyen supporté par l'employeur pour les prêts pour travaux sont plus faibles et sont estimés au montant moyen de 4 000 € pour moins de 10 dossiers, soit 40 000 € par an.

Le montant maximal (coût pour l'employeur) des prestations susceptibles d'être commandées durant la validité de l'accord-cadre, éventuelles périodes de reconduction comprises, est de 800 000 € HT/ 800 000 TTC. Si ce montant maximal est atteint l'accord-cadre est résilié de plein droit, sans que le titulaire puisse prétendre à une indemnité

Le montant estimatif (coût pour l'employeur) des prestations susceptibles d'être commandées durant la validité du marché, éventuelles périodes de reconduction comprises, est de 760 000 € HT. Cette information est donnée à titre indicatif aux candidats et ne constitue pas un engagement de commande de la part de Météo-France. Le titulaire du marché ne pourra prétendre à une indemnité si ce montant n'est pas atteint au terme du marché.

8. Notification des informations et des décisions

Par dérogation aux articles 2 et 3.1.1 du CCAG applicable, la notification au titulaire des informations et décisions prises par Météo-France pour l'exécution du présent marché public peut être réalisée par courriel. Le destinataire accuse réception des courriels adressés par Météo-France en précisant la date et l'heure de leur réception. Cette date et cette heure font courir les délais applicables prévus par le marché public. En l'absence de réception par Météo-France d'un accusé de réception dans un délai de huit jours à compter de leur envoi au titulaire, les informations et décisions adressées par courriel sont réputées réceptionnées par le titulaire et notifiées à la date et à l'heure de leur envoi.

9. Définition du besoin

Les prestations d'aides au logement de prêts immobiliers bonifiés concerneront :

- une construction permanente et immédiate ;
- une acquisition
- un rachat de soulte

Le montant du prêt peut varier de 25 000 € à 40 000 € en fonction des critères définis par l'Établissement Public Météo-France.

Les prestations d'aides au logement de prêts travaux bonifiés concerneront

* les travaux directement et uniquement liés à l'habitation. Cela exclut les constructions non attenantes. Cela concerne principalement les travaux de type gros œuvre et les constructions comprises sur l'emprise du terrain sur lequel est construite l'habitation. La construction doit être faite avec des matériaux « en dur ». Cela exclut les structures temporaires, modulables ou en kit.

Le montant du prêt peut varier de 25 000 € à 40 000 € en fonction des critères définis par l'Établissement Public Météo-France.

Il a pour objectif de permettre aux agents actifs de faire des travaux prévus dans la liste exhaustive détaillée par l'établissement Météo-France dans un logement constituant la résidence permanente, principale et immédiate de l'agent. Il est aussi accessible aux retraités de Météo-France.

Pour les deux dispositifs, Météo-France accompagne les agents éligibles en prenant en charge une partie des coûts d'emprunt, selon les critères définis par l'établissement (conditions de ressources, localisation de l'achat, composition du foyer)

9.1. Taux bonifié 1 :

Le taux à la charge de l'agent sera égal au taux de référence (ou taux avant bonification) défini à l'annexe financière à l'acte d'engagement, diminué de trois points. Cette différence sera constante pendant toute la durée du marché.

Si le taux de référence contractuel était inférieur ou égal à 3 %, le prêt serait proposé aux agents ayant accès à ce premier taux à taux nul.

9.2. Taux bonifié 2 :

Le taux à la charge de l'agent sera égal au taux de référence (ou taux avant bonification) défini à l'annexe financière de l'acte d'engagement, diminué de deux points. Cette différence sera constante pendant toute la durée du marché.

Si le taux de référence contractuel était inférieur ou égal à 2 %, le prêt serait proposé aux agents ayant accès à ce deuxième taux à taux nul.

10. Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées dans le cadre de la présente consultation.

11. Modalités d'exécution des prestations

11.1. Modalités de commande

L'emprunteur adresse au titulaire du marché, l'attestation signée par le (ou la) Directeur (ou Directrice) des Ressources Humaines de Météo-France ou son ou sa représentante, valant bon de commande (voir modèle annexé au présent document).

L'exécution de la chaîne de la dépense sera traitée via des Demandes de Paiements directes.

Le titulaire dispose d'un délai d'une semaine pour faire connaître ses observations sur l'attestation transmise. À l'issue de ce délai, le titulaire reconnaît accepter les spécifications de cette attestation faisant office de bon de commande.

11.2. En cas de groupement d'opérateurs économiques

En cas de groupement d'opérateurs économiques, le titulaire peut prévoir dans son mémoire technique que les éventuels bons de commande et les ordres de service sont adressés par Météo-France, par dérogation aux articles 3.7.4 et 3.8.4 du CCAG applicable, aux membres du groupement qui ont alors qualité pour formuler des observations. Il peut également prévoir dans son mémoire technique que les demandes de paiements sont

présentées, par dérogation à l'article 12.1.3 du CCAG applicable, par les membres du groupement, lesquels sont alors habilités à formuler ou transmettre des réclamations par dérogation à l'article 12.1.4 du CCAG applicable.

12. Obligations du titulaire

12.1. Assurances

Le titulaire se conforme aux stipulations de l'article 9 du CCAG applicable.

12.2. Insertion sociale

Sans objet.

12.3. Secret professionnel

Le titulaire observe le secret professionnel. À ce titre, il est astreint à une stricte obligation de confidentialité. Cette obligation demeure après le terme du marché public.

Ce secret s'étend notamment aux échanges auxquels le titulaire assiste ou participe, aux consultations qu'il donne à Météo-France, aux correspondances échangées ainsi qu'à tous les documents préparés au cours de l'exécution du marché public. Ce secret couvre également les affaires, documents, dossiers ou travaux élaborés par les agents du titulaire.

Les documents, renseignements, ou de façon plus générale, toutes les informations obtenues dans le cadre du marché public sont couverts par l'application du secret professionnel et ne peuvent être communiqués à des tiers. Cette restriction est levée si les documents, renseignements ou informations sont du domaine public.

12.4. Transfert des données

Au terme du marché public, le titulaire remet à Météo-France et au nouveau titulaire choisi par Météo-France, tous les documents ayant un caractère officiel dont il est dépositaire ainsi que tous les documents et informations nécessaires à l'exécution ou à l'achèvement de la mission qui lui était confiée ; la remise devant intervenir dans un délai permettant d'éviter toute forclusion ou prescription.

12.5. Information et conseil

Le titulaire reconnaît être tenu à une obligation générale de conseil notamment d'information et de recommandation auprès de Météo-France. Le titulaire s'engage à informer Météo-France sans délai de toute nouveauté technologique ou de tout nouveau produit plus adapté, au cours de l'exécution du marché public.

13. Personnes désignées pour l'exécution des prestations

L'ordonnateur des dépenses de la direction des ressources humaines est la Présidente-directrice générale de Météo-France. Ses coordonnées sont :

Météo-France
Direction générale
73, avenue de Paris
94 165 Saint-Mandé Cedex

Le représentant de Météo-France pour les besoins de l'exécution du présent marché public est le directeur des ressources humaines. Il est l'interlocuteur du titulaire pour la réalisation des prestations faisant l'objet du présent marché. Ses coordonnées sont :

Météo-France
Direction des ressources humaines – PA2S
73, avenue de Paris
94 165 Saint-Mandé Cedex

Le correspondant technique de Météo France est l'adjointe à la cheffe de département de la Prévention Action Sociale, Santé ou son représentant, au département de la prévention, action sociale, santé.

La personne responsable pour fournir les renseignements prévus aux articles R. 2191-60 et R. 2191-61 du Code de la commande publique est le directeur financier de Météo-France ou son représentant. Ses coordonnées sont :

Météo-France
Direction financière
73, avenue de Paris
94 165 Saint-Mandé Cedex

Le comptable assignataire des dépenses est l'agent comptable principal, Magali Valière. Ses coordonnées sont :

Météo-France
Agence Comptable Principale
73, avenue de Paris
94 165 Saint-Mandé Cedex

Le titulaire indique au plus tard à la notification du marché public :

- un contact qui est l'interlocuteur privilégié de Météo-France pour tout ce qui concerne l'ensemble des aspects techniques et contractuels ;
- le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données ;
- l'adresse courriel du responsable du suivi des documents que le titulaire doit transmettre à <https://www.e-attestations.com> (cf. article 19 du présent cahier des clauses particulières).

Les délais de trente jours prévus par l'article 3.4.3 et l'article 41.1 du CCAG applicable sont ramenés à quinze jours.

14. Propriété intellectuelle

La loi française est seule applicable.

14.1. Régimes des connaissances antérieures et connaissances antérieures standards

Les stipulations du CCAG relatives aux connaissances antérieures et aux connaissances antérieures standards sont protectrices pour Météo-France.

Si le titulaire incorpore des connaissances antérieures ou des connaissances antérieures standard dans les résultats ou utilise des connaissances antérieures ou des connaissances antérieures standard qui, sans être incorporées aux résultats, sont nécessaires pour la mise en œuvre des résultats, il s'engage à ce qu'elles bénéficient d'un régime de licence libre.

15. Protection des données personnelles

Pour l'exécution du présent marché public le titulaire et ses éventuels sous-traitants sont tenus au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel, qui comprend en particulier le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (ou « règlement européen sur la protection des données »), et la loi informatique et libertés n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée. Il se conforme à l'article 5.2 du CCAG applicable.

15.1. Champ d'application

Le titulaire est autorisé à traiter, pour le compte de Météo-France, qui constitue le responsable du traitement, les données à caractère personnel ci-après définies nécessaires à la réalisation des prestations prévues par le présent marché pendant la durée d'exécution de celui-ci.

L'objectif du marché est la mise en œuvre et la gestion par un établissement bancaire et financier de prestations d'aide au logement sous forme de prêts immobiliers bonifiés et/ou prêts travaux bonifiés au profit du personnel de Météo France en Métropole et en outre-mer.

Les données manipulées sont des données à caractères personnels. Les catégories de personnes concernées sont les agents de Météo France en Métropole et en outre-mer.

Dans le cas où les données personnelles sont transférées dans un pays hors de l'Union européenne, le titulaire le précise dans son mémoire technique en indiquant les pays concernés. Météo-France, en tant que responsable du traitement, se réserve le droit d'autoriser ou d'interdire ces transferts.

15.2. Durée de conservation et sort des données

La durée de conservation des données collectées par le titulaire est limitée à la durée de validité du marché public.

Le titulaire s'engage, au terme du marché, à transmettre les données personnelles telles que décrites *supra* à Météo-France et au nouveau prestataire choisi par Météo-France, puis à détruire toutes les copies des données à caractère personnel. Une fois détruites, le titulaire doit justifier par écrit de cette destruction.

15.3. Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à :

- Traiter les données uniquement pour les seules finalités prévues par le présent marché.
- Traiter les données conformément aux instructions de Météo-France. Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit français relative à la protection des données, il en informe immédiatement Météo-France. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'État membre auquel il est soumis, il doit informer Météo-France de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché.
- Ce que seuls ses personnels en charge de l'exécution du marché aient accès aux données à caractère personnel traitées. Il veille à ce que ces personnels :
 - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
 - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.
- Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection.

15.4. Mesures de sécurité

Le titulaire s'engage à prendre toutes les mesures techniques et organisationnelles permettant la sécurisation des données et des traitements.

Il s'engage à ce titre à se conformer aux mesures de sécurité des données et des traitements, notamment techniques et organisationnelles, qu'il a définies dans son mémoire technique.

15.5. Sous-traitance

En cas de sous-traitance, le titulaire doit recueillir l'autorisation écrite, préalable et spécifique de Météo-France.

Le sous-traitant est tenu de respecter les obligations du présent marché. Il agit pour le compte et selon les instructions de Météo-France. En particulier, n'ont accès aux données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché que les personnels du sous-traitant en charge de son exécution.

Il appartient au titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données. Si le sous-traitant ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le titulaire demeure pleinement responsable devant Météo-France de l'exécution par le sous-traitant de ses obligations.

15.6. Droit d'information des personnes concernées

Il appartient à Météo-France de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

Dans la mesure du possible, le titulaire doit aider Météo-France à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, celui-ci doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique aux responsables du marché désignés conformément à l'article 13 du présent cahier des clauses particulières.

15.7. Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie sans délai à Météo-France toute violation des conditions des traitements des données à caractère personnel. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à Météo-France, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

15.8. Assistance

Le titulaire assiste Météo-France, en cas de besoin, pour les éventuelles études d'impact ou réponses à sollicitations concernant les données personnelles traitées dans le cadre du marché.

15.9. Registre des catégories d'activités de traitement

Le titulaire s'engage à tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de Météo-France comprenant :

- le nom et les coordonnées des responsables du marché désignés conformément à l'article 13 du présent cahier des clauses particulières, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
- les catégories de traitements effectués ;
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement européen sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
- dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles mises en œuvre.

15.10. Documentation

Le titulaire met à la disposition de Météo-France la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par Météo-France ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

16. Établissement des prix

16.1. Définition

Les prix sont fixés à l'annexe financière de l'acte d'engagement du marché public. Ils sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, ainsi que tous les frais afférents à l'assurance. Les prix sont forfaitaires et révisables.

Les prix sont exprimés en euros hors taxes. La taxe appliquée est la TVA au taux de 20 %.

Ce taux n'est mentionné qu'à titre indicatif : en cas de modification de la législation fiscale, il sera fait application de la taxe et/ou du taux en vigueur à la date du fait générateur.

16.2. Révision des prix

Les taux de référence définis par le présent marché seront révisés semestriellement à compter de la notification du marché après concertation entre les contractants, à l'initiative du titulaire, ou de la personne publique sous forme d'une proposition écrite adressée quinze jours avant chaque échéance semestrielle. Toutefois, si la révision du taux entraîne une hausse, ce nouveau taux de référence s'appliquera uniquement aux attestations délivrées par Météo France postérieurement à la communication dudit taux par le titulaire.

Le changement de taux ne pourra donner lieu à une quelconque perception de frais en faveur du titulaire.

16.3. Modalités applicables en cas de titulaire étranger

La monnaie de compte du marché public est l'euro. Le prix libellé en euro reste inchangé en cas de variation de change. Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

Tous les documents, factures, doivent être rédigés en français.

17. Paiements

17.1. Avance

Il n'est pas prévu d'avance.

17.2. Modalités de paiement

Les prestations sont payées à terme échu après leur admission par Météo-France, ou à compter de la date de réception de la facture correspondante si celle-ci est postérieure à la date d'admission.

Météo-France se libère des sommes dues par virement sur le compte des titulaires défini dans l'acte d'engagement ou du document en tenant lieu. Le paiement s'effectue suivant le respect des règles de la comptabilité publique.

Le délai de paiement est de trente jours à compter de la date de réception de la demande de paiement par Météo-France ou de la date de réalisation des prestations si elle est postérieure.

17.3. Intérêts moratoires

Lorsque les sommes dues au principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement de trente jours, le créancier a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement d'intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises, diminué de la retenue de garantie, et après application des clauses d'actualisation, de révision et de pénalisation.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 €.

17.4. Établissement des factures

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

En application des articles L. 2192-1 et suivants du Code de la commande publique, le titulaire et ses éventuels sous-traitants admis au paiement direct sont tenus de transmettre les factures sous forme électronique via le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e2s1>

Les modalités d'utilisation du portail « Chorus Pro » sont disponibles à l'adresse :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées à Météo-France doivent comporter, outre les mentions prévues à l'article D. 2192-2 du code de la commande publique, les informations suivantes :

- Le numéro de marché public : **2501F0235**.
- Le numéro de SIRET qui identifie Météo-France en tant que destinataire de la facture : 18006 0030 02117.
- Le code service de l'entité de Météo-France responsable : 01DRHA

Le service en charge du traitement des factures est :

Météo-France
Direction financière
CSP dépenses

depenses.cspfinances-st-mande@meteo.fr

Toute facturation qui serait envoyée à Météo-France soit avant l'échéance prévue au marché, soit selon des modalités différentes de celles prévues par le présent marché, soit non conforme au marché (montant, quantité...), est renvoyée systématiquement au titulaire, qui doit la représenter conformément au marché.

18. Cession ou nantissement des créances

Le marché peut être nanti ou cédé dans les conditions définies par les articles L. 2191-8 et R. 2191-45 à R. 2191-63 du code de la commande publique.

Conformément aux articles L. 313-23 à L. 313-34 du Code monétaire et financier, la créance cédée ou nantie doit être notifiée au comptable public assignataire des paiements, et l'exemplaire unique du marché doit être remis entre ses mains.

19. Pièces et attestations à fournir

19.1. Dispositif de vigilance (article D. 8222-5 du Code du travail)

Le titulaire s'engage à fournir tous les six mois à compter de la notification du marché public et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du Code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plate-forme en ligne mise à disposition, gratuitement, par Météo-France, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com>

Dans l'hypothèse où le titulaire ne produit pas les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou aux articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail, conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, Météo-France peut, après mise en demeure restée infructueuse à l'issue d'un délai de quinze jours, résilier le marché public, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, faire exécuter les prestations à ses frais et risques.

19.2. Dispositif d'alerte (article L. 8222-6 du Code du travail)

Dans le cadre du dispositif d'alerte prévu à l'article L. 8222-6 du Code du travail, si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du Code du travail, Météo-France enjoint au titulaire de faire cesser la situation délictuelle.

Le titulaire a deux mois à compter de sa mise en demeure pour apporter à Météo-France la preuve de la fin de la situation délictuelle. À défaut, à l'issue de ces deux mois, Météo-France peut résilier le marché public sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

Météo-France informe l'agent auteur du signalement des suites données par le titulaire à son injonction.

19.3. Liste nominative du personnel étranger

Conformément à l'article D. 8254-2 du code du travail, le titulaire s'engage à remettre à Météo-France, avant tout début d'exécution, la liste nominative des salariés étrangers soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 et affectés à la réalisation des prestations objet du marché public.

Cette liste, établie à partir du registre du personnel, précise pour chaque salarié :

- sa date d'embauche ;
- sa nationalité ;
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de cette liste doit être réalisée tous les six mois, et ce jusqu'à la fin de l'exécution du marché public. Cette liste doit être déposée par le titulaire sur la plate-forme en ligne mise à disposition, gratuitement, par Météo-France, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com>

Si le titulaire n'emploie pas de salarié étranger, il doit néanmoins en faire la déclaration.

19.4. Obligations en matière de détachement des travailleurs

Tout titulaire établi hors de France qui détache temporairement des salariés sur le territoire national est soumis à des obligations spécifiques fixées par les articles L. 1261-1 à L. 1265-1 et R. 1261-1 à D. 1265-1 Code du travail.

Par suite, et conformément à l'article R. 1263-12 du code du travail, le titulaire adresse à Météo-France, le cas échéant, avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés, les deux documents suivants :

- L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service « SIPSI » du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du Code du travail ;
- Une attestation sur l'honneur certifiant qu'il s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal

En application de l'article L. 1262-4-1 du Code du travail, Météo-France vérifie que le titulaire qui détache des salariés a bien adressé une déclaration, préalablement au détachement, à l'inspection du travail et désigné un représentant sur le territoire national.

20. Pénalités

20.1. Pénalités pour retard

En cas de non-respect de son engagement, le titulaire encourt les pénalités ci-dessous mentionnées :

- le titulaire s'engage à respecter le délai maximum qu'il a fixé pour l'émission de l'offre préalable de prêt :
 - La pénalité appliquée pour chaque jour de retard sera de 50 €
- le titulaire s'engage à respecter les termes afférents à l'attestation fournie aux demandeurs de prêts :
 - En cas de non-respect des termes de l'attestation remise aux demandeurs de prêts, la bonification ne sera pas versée par Météo-France.

20.2. Pénalités pour indisponibilité

Sans objet.

20.3. Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité ou de protection des données à caractère personnel

En cas de violation des mesures de sécurité ou des obligations de confidentialité prévues par le marché ou des obligations réglementaires ou contractuelles relatives à la protection des données à caractère personnel, le titulaire s'expose aux pénalités suivantes :

- en cas de non-respect des règles de sécurité ou de confidentialité n'impliquant pas des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 0,5 % du montant exécuté du marché public à la date de constatation du fait générateur ;
- en cas de non-respect des règles de sécurité ou de confidentialité impliquant des données à caractère personnel ou toute méconnaissance de la réglementation ou des clauses du marché applicables en matière de protection des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 2 % du montant exécuté du marché public à la date de constatation du fait générateur.

Lorsque Météo-France envisage d'appliquer des pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité ou de protection des données à caractère personnel, l'établissement invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze jours. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les manquements constatés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations.

En cas de constatation de plusieurs faits générateurs, les pénalités ainsi établies sont appliquées de façon cumulative.

20.4. Pénalités pour méconnaissance par le titulaire de ses obligations en matière d'insertion sociale

Sans objet.

20.5. Pénalités pour méconnaissance par le titulaire de ses obligations en matière environnementale

Sans objet.

20.6. Pénalité pour absence de production des éléments attestant la traçabilité des déchets

Sans objet.

21. Résiliation

Le marché public est résiliable par Météo-France dans les conditions prévues au chapitre 7 du cahier des clauses administratives générales applicable.

Sans préjudices des stipulations du CCAG applicable, et conformément aux articles L. 2195-3 et L. 2195-4 du code de la commande publique, le marché public est résilié aux torts exclusifs du titulaire lorsque les documents ou renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique sont inexacts, ou lorsque le titulaire refuse de produire, en cours d'exécution, les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 ou R. 1263-12 du Code du travail, conformément à l'article 19.1 du présent document. La résiliation du marché public est alors prononcée par Météo-France, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité. Météo-France peut en outre se prévaloir des stipulations de l'article 45 du cahier des clauses administratives générales applicable.

En outre, en cas de mauvaise exécution des prestations prévues au marché public ou de manquement grave dans les prestations, Météo-France peut, après mise en demeure, prononcer la résiliation du présent marché sans avoir à verser d'indemnité. Météo-France s'acquitte alors du montant des prestations réellement exécutées.

En cas de résiliation du marché public, quelle qu'en soit la cause, un décompte de résiliation est effectué conformément au cahier des clauses administratives générales applicable.

22. Litiges et attribution de juridiction

En cas de litige survenant dans l'exécution du présent marché public qui n'aurait pas pu être réglé dans le cadre des stipulations du chapitre 8 du CCAG applicable, les deux parties entendent le soumettre au Tribunal administratif de Melun – 43, rue du Général de Gaulle, 77000 Melun.

La loi française est seule applicable. Les correspondances relatives au marché public sont rédigées en français.

23. Dérogations

CCAG applicable : le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS) approuvé par arrêté du 30 mars 2021. Il peut être consulté depuis le site internet <https://www.economie.gouv.fr/daj/cahiers-clauses-administratives-generales-et-techniques> ;

Les stipulations de l'article 6 du présent cahier des clauses particulières dérogent partiellement à l'article du CCAG applicable.

Les stipulations de l'article 8 du présent cahier des clauses particulières dérogent partiellement aux articles 2 et 3.1.1 du CCAG applicable.

Les stipulations de l'article 11.2 du présent cahier des clauses particulières dérogent aux articles 3.7.4, 3.8.4, 12.1.3 et 12.1.4 du CCAG applicable.

Les stipulations de l'article 12.2 du présent cahier des clauses particulières dérogent aux articles 16,1 du CCAG applicable.

Les stipulations de l'article 13 du présent cahier des clauses particulières dérogent partiellement à l'article 3.4.3 et à l'article 41.1 du CCAG applicable.

Les stipulations de l'article 20.1 du présent cahier des clauses particulières dérogent partiellement à l'article 14.1 du CCAG applicable.

Les stipulations de l'article 20.2 du présent cahier des clauses particulières dérogent à l'article 14.2.5 du CCAG applicable.

Les stipulations de l'article 20.4 du présent cahier des clauses particulières dérogent à l'article 16.1.5 du CCAG applicable.

Les stipulations de l'article 20.5 du présent cahier des clauses particulières dérogent à l'article 16.2.3 du CCAG applicable.

Les stipulations de l'article 20.6 du présent cahier des clauses particulières dérogent à l'article 20.4 du CCAG applicable.

24. Annexe



Secrétariat général

Direction des ressources humaines
Département de la prévention, de l'action sociale et de la santé – **PA2S**
Affaire suivie par : RAMPHORT Aurélie
Téléphone : 01 77 94 70 87
Courriel : aurelie.ramphort@meteo.fr

Attestation n°202 -

Vu la note en date du 06 février 2025 relative aux conditions d'obtention du prêt immobilier bonifié par Météo-France ;
Vu le dossier administratif de demande de prêt immobilier bonifié formulée par Monsieur

Je soussignée, Isabelle LAFORGIA, Adjointe à la cheffe du département de la prévention, de l'action sociale et de la santé, atteste que Monsieur/Madame.....est autorisé-e à présenter une demande de prêt immobilier bonifié dans le cadre du marché n° 2501F0235 conclu entre Météo-France et la Banque française mutualiste (BFM), dans les conditions suivantes :

- Nature de l'opération :
- Adresse de l'opération :
- Zone :
- DPE si acquisition :
- Montant du prêt bonifié (PIB ou PTB) :
- Durée maximum du remboursement du prêt :
- Taux de bonification : %
- Taux emprunteur : %

Le taux de ce prêt est fixe. Les mensualités ne sont pas modulables.

La présente attestation est valable six mois à compter de sa date de signature et ne vaut que pour le prêt ayant fait l'objet d'une offre émise à son profit dans le délai précité.

Date et signature :

Je, soussigné(e) (nom et prénom de l'emprunteur et éventuellement du co-emprunteur)

.....
Accepte de communiquer à Météo-France (département de l'action sociale, de la santé et de la sécurité au travail), toutes les informations relatives à l'attribution et à l'exécution du prêt bonifié que je sollicite ce jour auprès de cet établissement.

Fait à

le,

Signature (s)

Météo-France
73, avenue de Paris - 94165 Saint-Mandé CEDEX – France
www.meteofrance.fr @meteofrance
Météo-France, certifié ISO 9001 par AFNOR Certification